

Nations Unies  
**ASSEMBLEE  
GENERALE**

**ONZIEME SESSION**  
*Documents officiels*



**TROISIEME COMMISSION, 751e**

**SEANCE**

**Lundi 4 février 1957,  
à 15 h. 15**

**New-York**

**SOMMAIRE**

Point 60 de l'ordre du jour:

Mesures provisoires à prendre, en attendant l'entrée en vigueur des pactes relatifs aux droits de l'homme, au sujet de violations des droits de l'homme définis dans la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme (*suite*)..... 359

**Président: M. Hermod LANNUNG (Danemark).**

**POINT 60 DE L'ORDRE DU JOUR**

**Mesures provisoires à prendre, en attendant l'entrée en vigueur des pactes relatifs aux droits de l'homme, au sujet de violations des droits de l'homme définis dans la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme (A/3187 et Add.1, A/C.3/L.592/Rev.1, A/C.3/L.594) [suite]**

1. M. BRILLANTES (Philippines) partage les préoccupations qui ont incité la délégation grecque à présenter son projet de résolution (A/C.3/L.592/Rev.1) et il appuie les principes qui sont à la base de ce projet. Cependant, tout en estimant qu'il convient d'adopter des mesures en attendant la mise en vigueur des pactes, il se demande s'il est opportun de prier la Commission des droits de l'homme d'étudier cette question. En effet, d'après son mandat, la Commission n'est pas habilitée à se prononcer sur les communications relatives aux droits de l'homme. Ne serait-il pas plus logique, dans ces conditions, de confier l'étude envisagée au paragraphe 2 du projet de résolution au Conseil économique et social qui a toute compétence pour modifier, le cas échéant, le mandat de la Commission des droits de l'homme?

2. M. Brillantes fait observer par ailleurs qu'il y aurait peut-être intérêt à ce que le représentant de la Grèce complète le texte de sa proposition en le précisant, afin de dissiper les doutes qui se sont élevés sur certains points dans l'esprit de plusieurs délégations.

3. Le représentant des Philippines croit comprendre que, d'après le projet de résolution de la Grèce, la Commission des droits de l'homme serait chargée d'étudier les mesures à prendre en vue d'arrêter ou de prévenir des violations des droits de l'homme. L'emploi des mots "étudier la possibilité" semble indiquer que la Commission devra procéder à une étude et formuler des recommandations et non adopter elle-même des mesures en la matière.

4. Afin de rendre le texte plus clair à tous égards, le représentant des Philippines propose de modifier comme suit le paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution de la Grèce (A/C.3/L.592/Rev.1):

"Prie le Conseil économique et social et la Commission des droits de l'homme d'étudier à leurs pro-

chaines sessions la possibilité d'adopter les mesures à prendre en ce qui concerne les violations des droits de l'homme et de soumettre leurs recommandations pour examen à la douzième session de l'Assemblée générale."

5. Passant aux amendements de l'Afghanistan (A/C.3/L.596) qui ont été incorporés dans le projet de résolution révisé, M. Brillantes fait observer que les alinéas *a* et *b* du paragraphe 1 ne se rapportent pas à la question qui fait l'objet de la proposition grecque, à savoir l'adoption de mesures en attendant l'entrée en vigueur des pactes. Il devra donc demander un vote séparé sur le paragraphe 1.

6. Le paragraphe 3 lui paraît superflu. Le représentant de l'Afghanistan a reconnu que les mesures qui y sont mentionnées ne sont pas des mesures provisoires. Dans ce cas, n'ont-elles pas déjà été étudiées par la Commission des droits de l'homme et leur examen n'a-t-il pas abouti à l'élaboration des articles 40 et 47 du projet de pacte relatif aux droits civils et politiques (E/2573, annexe I, B)?

7. Passant à l'amendement de l'Uruguay (A/C.3/L.595), M. Brillantes indique qu'il convient d'établir un lien entre les mesures provisoires et les mesures permanentes. Il propose donc d'ajouter à la fin de l'amendement uruguayen les mots suivants: "et compte tenu des dispositions des articles 40 à 47 du projet de pacte relatif aux droits civils et politiques".

8. Pour conclure, la délégation des Philippines estime que cette question particulièrement importante devrait être soumise à l'examen du Conseil économique et social, de la Commission des droits de l'homme et, le cas échéant, de l'Assemblée générale.

9. M. EUSTATHIADES (Grèce) signale qu'il s'est efforcé d'aligner le texte français des paragraphes 1 et 3 de sa proposition révisée, autrement dit des anciens amendements de l'Afghanistan, sur l'original anglais de ces amendements, excepté une adjonction sur laquelle il reviendra ultérieurement.

10. Mme KOWALIKOWA (Pologne) se réjouit de l'initiative prise par la délégation grecque et estime, avec elle, que le respect des droits de l'homme est une des garanties principales de la paix et de la coopération internationale; elle ne peut, cependant, accepter les conclusions que le représentant de la Grèce tire de ces justes prémisses. Le pessimisme dont il avait fait preuve quant à la durée des travaux futurs de la Commission en ce qui concerne les pactes relatifs aux droits de l'homme lui avait paru injustifié, et elle a constaté avec satisfaction que le projet de résolution révisé (A/C.3/L.592/Rev.1) ne reflète pas ce sentiment.

11. Mme Kowalikowa partage l'opinion des délégations qui considèrent qu'on ne doit pas créer de commission d'enquête sur les violations des droits de l'homme avant que ces droits n'aient été définis et formulés et que n'ait été établie l'obligation de les respecter. Il serait plus logique de les définir avant de

discuter de la méthode qui permettrait le mieux de les garantir. Comme certaines délégations l'ont souligné à juste titre, des mesures provisoires, de quelque nature qu'elles soient, pourraient compromettre gravement l'avenir des pactes.

12. La délégation polonaise appuie les alinéas *a* et *b* du paragraphe 1 du texte révisé, soit la première partie de l'amendement afghan. Elle ne pourra cependant voter en faveur du paragraphe 2, qui reprend sous une forme moins précise l'idée énoncée par la délégation grecque.

13. En ce qui concerne la proposition de la Suède, la représentante de la Pologne pense qu'en ajoutant les mots "si possible" à l'alinéa *a* du paragraphe 1, on affaiblirait considérablement l'intention de l'amendement afghan. Des formules de ce genre ont des répercussions psychologiques fâcheuses; elles ont une influence sur ceux qui sont chargés d'une tâche déterminée et, en un sens, les soustraient à l'obligation de s'en acquitter en leur fournissant une excuse pour ne pas le faire.

14. La délégation polonaise estime qu'un texte composé du préambule et du paragraphe 1 du dispositif et portant uniquement sur la question essentielle de l'examen des projets de pactes constituerait un document parfaitement logique et harmonieux.

15. Mme Kowalikowa ne pourra voter en faveur de l'amendement de l'Uruguay (A/C.3/L.595), qui va plus loin que la proposition de la Grèce.

16. Mlle BERNARDINO (République Dominicaine) pense, comme le représentant de la Grèce, que le maintien de la paix est étroitement lié au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales; il importe donc de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger la dignité de la personne humaine. Tout en comprenant les préoccupations humanitaires qui ont amené la délégation grecque à présenter sa proposition, la délégation de la République Dominicaine se demande si la procédure envisagée dans le projet de résolution grec est bien appropriée. L'adoption d'une telle procédure pourrait soulever des difficultés considérables en matière de droit constitutionnel et l'application en serait malaisée sur le plan pratique. D'autre part, en chargeant la Commission des droits de l'homme d'étudier la possibilité d'adopter des mesures en ce qui concerne les violations des droits de l'homme, on lui confierait une tâche de caractère politique, dont un organe politique, une des commissions de l'Assemblée générale par exemple, serait mieux à même de s'acquitter. Pour ces raisons, la délégation de la République Dominicaine ne pourra voter en faveur du paragraphe 2 du projet de résolution révisé (A/C.3/L.592/Rev.1).

17. En ce qui concerne les amendements de l'Afghanistan (A/C.3/L.596) incorporés dans le texte de la proposition grecque, Mlle Bernardino s'abstiendra lors du vote sur le paragraphe 1 du dispositif, car il lui paraît prématuré, au stade actuel des débats, de discuter du temps que la Troisième Commission devra consacrer, à la douzième session de l'Assemblée générale, à l'examen des projets de pactes.

18. Pour terminer, la représentante de la République Dominicaine fait observer que la discussion de cette question a été particulièrement constructive à tous les égards; elle suggère donc de transmettre à la Commission des droits de l'homme, pour information, le compte rendu des débats.

19. M. HOOD (Australie) appuie la suggestion de la représentante de la République Dominicaine. Il estime que, depuis que les amendements afghans (A/C.3/

L.596) ont été incorporés dans le projet de résolution révisé (A/C.3/L.592/Rev.1), la Commission se trouve dans une situation assez artificielle. Examine-t-elle vraiment la question des mesures provisoires à prendre en attendant l'entrée en vigueur des pactes sur les droits de l'homme? Par ailleurs, la proposition originale de la Grèce tendant à l'adoption de mesures provisoires se fondait sur l'hypothèse selon laquelle un temps assez long devait s'écouler avant la mise en vigueur des pactes. Dans le nouveau projet, il est question d'un délai d'un ou deux ans, ce qui enlève aux mesures envisagées leur caractère d'urgence. Dans ces conditions, il suffirait peut-être de transmettre à la Commission des droits de l'homme le compte rendu des débats que la Troisième Commission a consacrés à cette question.

20. En ce qui concerne le paragraphe 2 du projet de résolution, M. Hood rappelle que, dès sa création, la Commission des droits de l'homme avait été chargée de formuler des recommandations en vue de l'application des principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et que ses travaux ont abouti à l'élaboration des projets de pactes. En lui demandant d'étudier les mesures à prendre touchant les violations des droits de l'homme, on lui confie un travail dont elle s'est déjà acquittée. Le représentant de l'Australie fait observer en outre que la Commission des droits de l'homme n'est pas habilitée à examiner des cas précis et que l'adoption du projet de résolution de la Grèce aurait pour effet de lui imposer une tâche beaucoup trop lourde. En conséquence, la délégation australienne ne pourra appuyer le paragraphe 2 du projet de résolution révisé. En ce qui concerne le paragraphe 3, M. Hood doute que les observations demandées puissent parvenir au Secrétaire général avant la douzième session de l'Assemblée générale.

21. La délégation australienne estime pour conclure qu'il serait plus sage que la Troisième Commission se borne à examiner son programme de travaux futurs en ce qui concerne l'examen des projets de pactes.

22. Tout en étant sympathique aux motifs pour lesquels le représentant de la Grèce a présenté sa proposition, Mme SHOHAM-SHARON (Israël) craint que cette proposition ne soulève plus de problèmes qu'elle n'en résout. Dans sa première intervention (745ème séance), le représentant de la Grèce a parlé des obligations juridiques que la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme imposent dans le domaine des droits de l'homme aux Etats Membres. Ces instruments n'imposent malheureusement pas de telles obligations. La Charte ne va pas au-delà de déclarations générales tendant à promouvoir le respect des droits de l'homme et la Déclaration universelle se contente de fixer l'idéal à atteindre dans ce domaine. La délégation grecque a déploré que, jusqu'à présent, les questions relatives aux droits de l'homme soient discutées par les organes politiques des Nations Unies. Il est cependant difficile de "dépolitiser", comme il l'espère, la Commission des droits de l'homme ou tout autre organe qui serait chargé d'examiner la question, car les membres de ces organes sont des représentants agissant sur les instructions de leurs gouvernements. La représentante d'Israël considère, elle aussi, que ni la Commission des droits de l'homme ni un comité restreint composé de membres de la Commission n'ont compétence pour effectuer la tâche envisagée dans la proposition grecque. En outre, cette tâche n'est pas suffisamment précise.

23. C'est seulement après la mise en vigueur des pactes que l'on disposera des normes juridiques sur

lesquelles on pourra se fonder pour examiner les questions relatives aux violations des droits de l'homme. A ce moment-là, la question pourrait justement se poser de savoir comment traiter les plaintes portées contre des Etats qui n'auraient pas signé ces instruments.

24. S'il est vrai que l'étude des projets de pactes n'a pas progressé aussi rapidement qu'on aurait pu le souhaiter, les Nations Unies n'en ont pas moins accompli une œuvre importante dans des domaines connexes, comme l'a signalé la représentante des Etats-Unis.

25. En ce qui concerne les amendements de l'Afghanistan tels qu'ils ont été incorporés dans le dispositif du texte révisé de la Grèce, la délégation israélienne estime qu'ils ne sont pas suffisamment réalistes. Chaque Assemblée générale est un organe indépendant qui a le droit de choisir la procédure qui lui convient et il se peut aussi qu'à la douzième ou à la treizième session des questions particulièrement importantes et urgentes absorbent toute l'attention de la Troisième Commission et l'empêchent de suivre les recommandations contenues dans le paragraphe 1 du dispositif. En outre, la lenteur des progrès réalisés dans l'examen des projets de pactes s'explique non pas par le manque de temps mais par l'absence de méthode. Ces considérations ont amené la délégation d'Israël à proposer, à une séance précédente (711ème séance), la convocation d'une conférence de plénipotentiaires qui serait chargée tout spécialement d'étudier les projets de pactes. La délégation d'Israël considère toujours que c'est là la meilleure solution, mais elle a proposé, au début de la session, d'autres méthodes et elle est prête à tenir compte de toutes les suggestions constructives qui pourraient être présentées à cet égard. Mme Shoham-Sharon s'abstiendra lors du vote sur les alinéas *a* et *b* du paragraphe 1. Elle votera en faveur du paragraphe 2 du texte révisé. En effet, l'étude envisagée, définie en termes généraux, entre dans les attributions de la Commission des droits de l'homme et peut se révéler utile. La représentante d'Israël espère que la Commission des droits de l'homme aura le temps de l'effectuer.

26. La délégation d'Israël votera contre la proposition de l'Uruguay qui, au stade actuel, ne lui paraît pas présenter de valeur pratique. En outre, les attributions qu'aurait le Haut-Commissaire n'auraient pas de base juridique en l'absence d'une convention ou d'un statut. Il conviendrait peut-être d'examiner la proposition ultérieurement, au moment de l'étude des mesures de mise en œuvre.

27. Mme ROSSEL (Suède) estime, comme le représentant de l'Australie, que le paragraphe 1 du projet de résolution révisé (A/C.3/L.592/Rev.1) ne se rapporte pas à la question des mesures provisoires. D'autre part, la Troisième Commission ne peut, à la onzième session, prendre de décision quant à son ordre du jour pour la douzième session; s'il en était autrement, des questions encore plus importantes risqueraient de ne pas recevoir priorité; mais peut-être pourrait-on sur ce point formuler des recommandations.

28. La représentante de la Suède proposerait formellement, si la résolution était mise aux voix, de placer les mots "si possible" avant l'expression "pour la fin de la treizième session".

29. Le représentant de l'Afghanistan a suggéré, semble-t-il, que les membres de la Troisième Commission qui ont siégé à la Commission des droits de l'homme lors de la rédaction des projets de pactes de-

vraient s'abstenir de faire des déclarations ou de présenter des amendements; elle souhaite avoir mal compris le représentant de l'Afghanistan.

30. M. CHENG (Chine) estime, avec le représentant de l'Australie, que le débat ne porte plus seulement sur les mesures à prendre pour assurer le respect des droits de l'homme en attendant la mise en vigueur des pactes; il concerne plus généralement le droit des Nations Unies de traiter des questions relatives aux violations des droits de l'homme. Envisagée de ce point de vue, la proposition grecque (A/C.3/L.592/Rev.1) soulève quatre problèmes fondamentaux. Le premier concerne la souveraineté des Etats — il convient de rappeler, à ce sujet, que la Chine s'est montrée disposée, dès la Conférence de San-Francisco, à renoncer à une partie de ses prérogatives; le second est relatif à l'interprétation du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte; le troisième vise la place faite à l'individu en droit international — la Chine, pour sa part, est prête à admettre que l'individu devienne un sujet du droit international. Quant au quatrième, il résulte du fait que la Charte des Nations Unies invite les Etats à "favoriser" le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales sans rien prévoir en cas de violation. On peut interpréter également les projets de pactes comme des instruments destinés à promouvoir les droits de l'individu et non à sanctionner les transgressions éventuelles. Cette interprétation s'imposerait à fortiori si l'on n'adoptait pas de clause de mise en œuvre. Il ne faut pas oublier d'ailleurs que la question de l'application des droits n'est pas nouvelle. Les Nations Unies se sont déjà préoccupées souvent de violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales. En outre, elles ont adopté dans nombre de conventions — les conventions de l'Organisation internationale du Travail et la Convention relative au statut des apatrides, par exemple — un dispositif spécial de mise en œuvre. La question qui reste à résoudre est de savoir si l'on doit charger la seule Commission des droits de l'homme de recueillir toutes les plaintes relatives aux violations des droits de l'homme.

31. Le représentant de la Chine pense que les pactes n'entreront pas en vigueur dans un avenir très proche. Il a déjà indiqué, en 1954, que la procédure suivie empêcherait l'adoption des pactes avant 1958. Cette opinion, alors considérée comme pessimiste, s'est révélée au contraire optimiste. La Commission, qui a procédé à une discussion générale en 1954, semble décidée à rouvrir un débat complet sur chacun des articles à l'examen. Le résultat est qu'un très petit nombre de dispositions ont jusqu'ici été examinées. On peut prévoir encore de très longs débats sur certains articles et en particulier sur la clause fédérale, la clause d'application territoriale, la clause des réserves et les clauses de mise en œuvre. Le droit de pétition soulèvera sans doute bien des difficultés et il en sera de même du droit des Etats de porter plainte les uns contre les autres. Cependant, à supposer même que l'étude des pactes soit terminée en 1958, l'application ne suivrait pas immédiatement. La question de la signature se poserait tout d'abord: un certain nombre d'Etats, mécontents de telle ou telle disposition, refuseront de signer. Parmi les signataires, il s'en trouvera très probablement qui ne ratifieront pas. De toute manière, l'entrée en vigueur des pactes n'est nullement prochaine. On ne trompe donc nullement le public en le lui laissant entendre.

32. Etant donné le délai qui s'écoulera avant l'application des pactes, il n'était pas inutile de poser la

question des mesures provisoires à prendre avant l'entrée en vigueur de ces instruments. La délégation grecque mérite donc des éloges pour l'avoir fait. Mais sans doute aurait-il mieux valu envisager la question d'une manière plus générale afin de viser, dans son ensemble, le problème de la violation des droits de l'homme par les Etats Membres. C'est pour cela que la délégation chinoise ne pourra appuyer la proposition grecque (A/C.3/L.592/Rev.1). En outre, le paragraphe 1, *a*, du projet de résolution ne lui paraîtrait nécessaire que s'il énonçait les moyens pratiques d'accélérer les travaux de la Commission. L'alinéa *b* n'est pas plus utile, puisque, de toute façon, la Commission décide au début de la session combien de séances elle consacrerait aux divers points de son ordre du jour. Quant au paragraphe 3, il est trop vague, car il ne précise pas les éléments à fournir au Secrétaire général, et il est trop large, car il ne lui indique pas le genre de note à préparer. De l'avis du représentant de la Chine, le paragraphe 2 devrait être rédigé en termes plus généraux. On pourrait envisager d'autoriser la Commission des droits de l'homme à formuler des recommandations sur la manière d'étudier et de régler la question des violations commises contre les droits de l'homme, étant entendu que les procédures à adopter ne pourraient être les mêmes selon que les plaintes émaneraient de particuliers, d'organisations non gouvernementales ou d'Etats. La délégation chinoise souhaiterait que le représentant de la Grèce tienne compte de sa suggestion.

33. M. BAROODY (Arabie Saoudite) constate qu'à la suite des modifications apportées au dispositif du projet grec (A/C.3/L.592/Rev.1), ce texte ne correspond plus au titre du point de l'ordre du jour en discussion. Il n'est plus question, en effet, de mesures provisoires à prendre en attendant l'entrée en vigueur des pactes, mais de la procédure à suivre pour l'examen des projets de pactes. Il est donc permis de se demander si la discussion porte réellement sur la question dont le Bureau a confié l'examen à la Troisième Commission et si, en conséquence, on ne peut mettre en doute la compétence de la Commission.

34. M. EUSTATHIADES (Grèce) répond que certaines délégations ont exprimé des doutes quant à la légalité de la tâche confiée à la Commission des droits de l'homme par le projet de résolution grec (A/C.3/L.592). Ces doutes ne sont pas justifiés si on lit attentivement le texte du projet; celui-ci n'invite pas la Commission des droits de l'homme à se déclarer compétente: il laisse à l'Assemblée le soin de se prononcer sur ce point et ne fait, ainsi que le projet révisé (A/C.3/L.592/Rev.1), que demander à la Commission des droits de l'homme de procéder à une étude. D'autre part, en ce qui concerne la première question du représentant de l'Arabie Saoudite, il suffit de lire le texte du quatrième considérant du projet révisé, où il est dit "en vue d'assurer ce respect à tous moments", pour se convaincre que la délégation grecque envisage toujours la question des mesures provisoires à prendre afin d'assurer le respect des droits de l'homme. L'adjonction (omise dans le texte anglais) qui a été faite à l'amendement de l'Afghanistan des mots "à tous moments" constitue une réponse suffisante aux observations du représentant de l'Arabie Saoudite. En effet, malgré l'accélération des travaux qui pourrait résulter de l'adoption du texte proposé, il s'écoulera encore un certain temps entre l'adoption des pactes par l'Assemblée générale et la mise en application effective du système qu'ils prévoient. Pour faire face aux violations

qui pourraient se produire dans l'intervalle, il convient de prévoir des mesures spéciales. Par conséquent, il n'y a rien qui méconnaisse le titre du point 60 de l'ordre du jour.

35. M. PAZHAWAK (Afghanistan) souligne que, dans la mesure où le projet grec révisé (A/C.3/L.592/Rev.1) reproduit les amendements de l'Afghanistan (A/C.3/L.596), il devrait rester conforme au texte original anglais de ces amendements; en particulier, aux alinéas *a* et *b* du paragraphe 1 du dispositif, il faudrait dire "devrait consacrer" et "devrait discuter" et non "devra consacrer" et "devra discuter".

36. Le représentant de l'Afghanistan considère que la Troisième Commission examine, sans contestation possible, le problème des mesures à prendre en cas de violation des droits de l'homme. Le préambule et le dispositif du nouveau texte à l'examen (A/C.3/L.592/Rev.1) le montrent nettement. Il ne saurait donc faire de doute que le débat s'applique bien au point 60 de l'ordre du jour.

37. M. EUSTATHIADES (Grèce) précise que, dans le projet grec révisé (A/C.3/L.592/Rev.1), il a ajouté un paragraphe, l'actuel paragraphe 3, au dispositif proposé par l'Afghanistan (A/C.3/L.596) et qu'il a complété le quatrième considérant par l'expression "notamment en vue d'assurer ce respect à tous moments". Il confirme que, pour les parties de la proposition grecque reprises des amendements afghans, le texte que l'on doit regarder comme original est le texte anglais.

38. M. DE ROSSI (Italie) constate que le titre et le contenu du texte dont la Commission est saisie (A/C.3/L.592/Rev.1) ne correspondent pas. Il pense que cela pourrait provoquer des difficultés.

39. M. SUTANTO (Indonésie) souligne que si les droits de l'homme et les libertés fondamentales ont été reconnus et proclamés dans la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme, il n'en reste pas moins qu'on n'a pas encore mis au point le mécanisme qui permettrait de statuer sur les cas de transgression, et que des violations massives sont commises. Il est à craindre que de sérieuses violations ne continuent à se perpétuer tant que les pactes ne seront pas mis en œuvre. La délégation grecque a donc eu raison de s'attacher à cet important problème. Néanmoins, pour être inspiré des meilleures intentions, le projet de résolution (A/C.3/L.592) qu'elle a présenté à ce sujet n'est pas très satisfaisant sur le plan pratique. Sans doute pourrait-on sans grande difficulté modifier le mandat de la Commission des droits de l'homme, mais il serait très grave de faire de cette commission une sorte de tribunal international suprême. On a peine à croire, d'autre part, que les questions relatives aux violations des droits de l'homme puissent être "dépolitisées" en étant renvoyées à un comité nommé parmi les membres de ladite commission.

40. On peut essayer de résoudre le problème d'une autre manière. Puisque les projets de pactes comportent un dispositif permettant de statuer sur les cas de violation, on pourrait envisager d'accélérer dans toute la mesure du possible l'étude de ces instruments. De ce point de vue, l'amendement de l'Afghanistan (A/C.3/L.596) que la Grèce a incorporé au texte révisé de son projet de résolution (A/C.3/L.592/Rev.1) et qui tend à ce que la Commission achève l'examen des projets de pactes vers la fin de la treizième session de l'Assemblée générale est fort opportun. C'est là une façon logique et réaliste d'aborder le problème. La dé-

légation indonésienne appuiera cette proposition; elle aurait cependant souhaité voir préciser que les mesures à prendre en attendant l'entrée en vigueur des pactes ont un caractère provisoire.

41. L'amendement de l'Uruguay (A/C.3/L.595) ne paraît pas très utile. Il fait double emploi avec le paragraphe 2 du projet de résolution révisé (A/C.3/L.592/Rev.1), tout en ayant une portée moins large.

42. Mme LORD (Etats-Unis d'Amérique) déclare que l'amendement de l'Uruguay (A/C.3/L.595) soulève, pour la délégation des Etats-Unis, plus de difficultés encore que le texte initial du projet grec, du fait qu'il tend à rendre recevables toutes les pétitions individuelles relatives à des violations des droits de l'homme. On sait que l'Organisation des Nations Unies a reçu environ 50.000 communications de cette nature au cours des cinq dernières années, et ce en dépit des termes de la résolution 75 (V) du Conseil économique et social, qui dénie toute compétence en la matière à la Commission des droits de l'homme. Si la proposition de l'Uruguay était adoptée, il faudrait un personnel considérable pour s'occuper des innombrables plaintes que recevrait l'ONU, qui se transformerait de ce fait en un organisme juridique ou judiciaire. Tous ceux qui se trouvent emprisonnés, à tort ou à raison, décideraient d'en appeler à l'Organisation, qui serait amenée à revoir les jugements rendus par les tribunaux des Etats Membres. On voit toutes les conséquences qu'aurait cet amendement. Mme Lord, qui a toujours eu à cœur de donner suite aux plaintes qui lui sont personnellement adressées, sait le temps que cela demande, les frais que cela entraîne et combien cela est décevant, car on s'aperçoit que, dans bon nombre de cas, il s'agit de communications envoyées par des malades mentaux. Elle devra voter contre l'amendement uruguayen (A/C.3/L.595), qui ne tient pas assez compte des réalités et qui aurait des incidences financières extrêmement graves.

43. La représentante des Etats-Unis rend hommage à la délégation grecque d'avoir souligné le fait important que les droits de l'homme sont violés dans de nombreuses parties du monde.

44. Pour Mme Lord, l'examen du texte révisé du projet grec (A/C.3/L.592/Rev.1) ne pose aucun problème de procédure. La délégation des Etats-Unis a des réserves à formuler au sujet du paragraphe 1 du dispositif; elle estime en effet que la Troisième Commission ne doit pas s'occuper exclusivement des pactes, mais devra aussi consacrer une partie de son temps aux réfugiés, au Fonds des Nations Unies pour l'enfance et aux autres questions dont le Bureau jugera bon de lui confier l'examen. La délégation des Etats-Unis devra voter contre le paragraphe 2 du dispositif, qui confie à la Commission des droits de l'homme une tâche en quelque sorte négative, alors que cette commission a cherché à mettre au point un programme positif et constructif dont les cycles d'études que Mme Lord a déjà eu l'occasion de mentionner ne sont que l'un des aspects.

45. Le PRESIDENT propose de clore la liste des orateurs.

*Il en est ainsi décidé.*

46. M. CASTAÑEDA (Mexique) déclare que sa délégation comprend d'autant mieux les motifs qui ont inspiré la délégation grecque que le Mexique avait, dès avant la Conférence de San-Francisco, dans ses commentaires sur les propositions de Dumbarton-Oaks, suggéré d'ajouter à la Charte des Nations Unies une

convention comportant l'énoncé des droits de l'homme et prévoyant des mesures d'application. Malheureusement, ces propositions n'ont pas été adoptées, pas plus que celles de l'Uruguay, et la situation juridique en la matière est demeurée assez confuse, des points de vue très divers ayant été exprimés à San-Francisco. La délégation norvégienne a déclaré que la question relevait de la compétence nationale mentionnée au paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte, la délégation française que ce paragraphe était rédigé en termes suffisamment généraux pour mettre une protection internationale dans le cas de violations graves atteignant des groupes importants, tandis que, pour la délégation australienne, il aurait fallu — pour que l'ONU soit clairement compétente — qu'on spécifie dans une déclaration que la question ne relevait pas de la compétence nationale des Etats ou qu'on élabore une convention sur les droits de l'homme. Aucune de ces solutions n'a été retenue, mais elles indiquent la voie à suivre. Le mieux, pour assurer la protection internationale des droits de l'homme, est d'établir le plus rapidement possible un instrument qui énonce clairement les droits et leur donne un caractère obligatoire.

47. La délégation mexicaine ne pourra donc pas accepter les dispositions des textes soumis à la Commission parce qu'ils risquent de retarder la signature des pactes. C'est pourquoi elle ne peut accepter les paragraphes 2 et 3 du texte révisé (A/C.3/L.592/Rev.1), non plus que l'amendement uruguayen (A/C.3/L.595). M. Castañeda remarque d'ailleurs que le texte grec se propose deux objectifs différents, sinon opposés. D'une part, il envisage de prendre, à titre provisoire, des mesures pour protéger les droits de l'homme, et de l'autre il vise à accélérer la cadence des travaux relatifs aux pactes. Mais il est bien évident que, dès lors que le second objectif sera atteint, les mesures envisagées deviendront superflues.

48. Pour ce qui est du paragraphe 1 du texte révisé, M. Castañeda a deux observations à présenter touchant la forme. L'Assemblée générale ne pouvant décider de ce qu'elle fera à sa session prochaine, chaque Assemblée étant un organe indépendant, il serait préférable de dire qu'elle "estime" que la Commission des questions sociales, humanitaires et culturelles "devrait", remarque qui vaut pour les deux alinéas *a* et *b*. De plus, l'alinéa *b* est un peu incomplet; on veut sans nul doute parler du nombre de séances qu'il faudra à la Commission pour atteindre l'objectif fixé à l'alinéa *a*, ce que l'on pourrait indiquer en ajoutant à l'alinéa *b*, avant le mot "déterminer", un membre de phrase conçu comme suit: "aux fins prévues à l'alinéa *a*".

49. M. Castañeda juge superflu l'amendement proposé oralement par la Suède, car, outre qu'il pourrait avoir un effet psychologique fâcheux, il va sans dire que l'Assemblée générale n'est pas tenue à l'impossible.

50. M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) s'étonne que, dans son texte révisé, la délégation grecque, partant pourtant de prémisses différentes, à savoir d'un délai de deux ans, aboutisse aux mêmes conclusions. La forme est peut-être un peu moins énergique, il n'est pas expressément question d'un comité, mais la délégation grecque n'a pas abandonné l'idée de créer un système parallèle à celui des pactes. Ses concessions ne sont qu'apparentes et il est bien évident que, dans les paragraphes 2 et 3 du dispositif, elle continue à défendre une idée qui a déjà été déclarée inacceptable par la majorité. La délégation soviétique devra voter contre ces paragraphes et sa

position sur l'ensemble du texte dépendra du sort que la Commission leur aura réservé. M. Morozov relève d'ailleurs une contradiction entre ces deux paragraphes; d'un côté on prie la Commission des droits de l'homme d'examiner immédiatement la proposition de la Grèce et, de l'autre, on invite les gouvernements à faire certains travaux dont les résultats ne lui seront pas communiqués. Cette façon de procéder ne paraît pas très rationnelle.

51. M. Morozov pense aussi qu'il n'y a plus aucun rapport entre le texte révisé du projet et son titre. Il lui paraît d'ailleurs que les propositions de l'Afghanistan — qui représentent les alinéas *a* et *b* du paragraphe 1 du texte révisé — forment un tout distinct du reste du projet et que l'on pourrait donc n'en pas discuter à propos du point 60 de l'ordre du jour, mais en reprendre l'examen d'ici quelques séances, à propos des pactes, auxquels la Commission a décidé de revenir après avoir examiné le rapport du Conseil économique et social.

52. Pour ce qui est du reste du projet de résolution, M. Morozov appuiera volontiers la suggestion de la représentante de la République Dominicaine tendant, s'il l'a bien comprise, à ne pas prendre de décision et à communiquer les comptes rendus des débats à la Commission des droits de l'homme. S'il a mal compris la suggestion dominicaine, il est prêt à présenter la proposition lui-même. Cette décision n'empêche nullement la Grèce de défendre ultérieurement son point de vue. M. Morozov rappelle que si la Commission n'en termine pas le jour même avec le point 60, il faudra une majorité des deux tiers pour prolonger le débat. Si la Commission n'est pas disposée à accepter la suggestion dominicaine, la délégation soviétique appuiera les propositions de l'Afghanistan incorporées au paragraphe 1

du projet de résolution révisé, mais devra, comme elle l'a déjà dit, voter contre les paragraphes 2 et 3.

53. Mlle BERNARDINO (République Dominicaine) précise qu'elle n'a pas fait de proposition formelle et qu'il ne s'agissait de sa part que d'une simple suggestion tendant à communiquer les comptes rendus des débats à la Commission des droits de l'homme, pour information.

54. M. DIAZ CASANUEVA (Chili) pense que le mieux serait en effet que la Commission ne prenne aucune décision sur la question, transmette les comptes rendus à la Commission des droits de l'homme comme l'a suggéré la représentante de la République Dominicaine et maintienne la question à son ordre du jour, pour examen lors de la prochaine session.

55. M. PAZHWAQ (Afghanistan) s'étonne de la procédure que certains suggèrent et qui équivaut à défaire, au tout dernier moment, tout le travail amorcé par la délégation grecque, qui a pourtant fait preuve de beaucoup de compréhension.

56. Le PRESIDENT déclare que les propositions, s'il y en a, devront être présentées par écrit et le soir même.

57. Il indique au représentant de l'Union soviétique qu'aucune décision définitive n'a été prise quant au nombre de séances consacrées au point 60 de l'ordre du jour.

58. Il propose de limiter le temps de parole.

*Il en est ainsi décidé.*

59. M. MUFTI (Syrie) espère qu'à l'avenir on prendra les décisions de cette nature au début de l'examen d'une question et non pas à la dernière minute, la procédure suivie actuellement désavantageant certains représentants.

La séance est levée à 18 h. 15.